

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES**

**ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---

**Gestion des déchets Evacuation des  
déchets - Recyclage et valorisation**

**CH25.01 Relance**

---

**Ecole Nationale Supérieure d'Arts et Métiers  
Service achats et commande publique  
151 BOULEVARD DE L'HOPITAL  
75013 PARIS**

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Gestion des déchets
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre
	<b>Nombre de lots</b>	2
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Sans
	<b>Durée / Délai</b>	Défini par lot
	<b>Reconduction</b>	3
	<b>Prix</b>	Prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Avec

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Décomposition du contrat .....	4
1.3 - Type d'accord-cadre .....	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	4
2 - Pièces contractuelles .....	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	5
4 - Durée et délais d'exécution .....	5
4.1 - Durée du contrat .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
5 - Prix .....	5
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	5
5.2 - Modalités de variation des prix .....	5
6 - Garanties Financières .....	6
7 - Avance .....	6
7.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	6
7.2 - Garanties financières de l'avance .....	6
8 - Modalités de règlement des comptes .....	6
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	6
8.2 - Présentation des demandes de paiement .....	6
8.3 - Délai global de paiement .....	7
8.4 - Paiement des cotraitants .....	7
8.5 - Paiement des sous-traitants .....	7
9 - Conditions d'exécution des prestations .....	7
10 - Développement durable .....	8
11 - Constatation de l'exécution des prestations .....	8
11.1 - Vérifications .....	8
11.2 - Décision après vérification .....	8
12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	8
13 - Pénalités .....	8
13.1 - Pénalités de retard .....	8
13.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
14 - Assurances .....	8
15 - Clause de réexamen .....	9
16 - Résiliation du contrat .....	11
16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	11
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	11
17 - Règlement des litiges et langues .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
18 - Dérogations .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :  
Gestion des déchets Evacuation des déchets - Recyclage et valorisation

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

### 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Gestion des déchets industriels
02	Gestion des sables de fonderie

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

### 1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

### 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

## 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe le bordereau de prix unitaires pour chacun des lots ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) commun aux 2 lots ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le cadre de mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat pour chacun des lots ;
- La fiche contact de l'entreprise.

### 3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

### 4 - Durée et délais d'exécution

#### 4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 1 an dès sa notification.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

#### 4.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

### 5 - Prix

#### 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

#### 5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules
01	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (010764306 (n-1) / 010764306 (o))$
02	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (010764306 (n-1) / 010764306 (o))$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
Tous les lots	SYN	Honoraires SYNTEC (sociétés assujetties à la TVA)

## 6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

### 7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

### 7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## 8 - Modalités de règlement des comptes

### 8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

### 8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 19753472000010

### **8.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **8.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### **8.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## **9 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

#### Adresse d'exécution :

Campus de Châlons-en-Champagne  
Rue Saint Dominique,  
51000 Châlons-en-Champagne Cedex

#### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

## 10 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

En cas de non-transmission de tous les documents cités ci-dessous, les pénalités prévues au CCP - art 13 du présent marché seront appliquées.

Le titulaire s'engage à ce que chaque collecte fasse l'objet d'une opération de recyclage.

A ce titre, le titulaire fournira obligatoirement à l'ENSAM, les bordereaux de traçabilité des opérations de recyclage, ainsi que les bordereaux de suivi des déchets.

Il communiquera également:

- Un compte rendu mensuel retraçant notamment la nature et le volume des déchets collectés ;
- Un rapport annuel synthétisant les compte-rendu mensuels.

## 11 - Constatation de l'exécution des prestations

### 11.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies seront effectuées dans un délai de 15 jours à compter de la date de livraison, conformément aux articles 27 et 28.2 du CCAG-FCS.

### 11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## 12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## 13 - Pénalités

### 13.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison, d'évacuation des contenants et d'envoi des devis est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 100 euros par jour de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure préalable du titulaire.

### 13.2 - Pénalités particulières

Intitulés des pénalités	Faits générateurs	en € HT
Non-utilisation de la plateforme Trackdéchets	par manquement constaté	100 €
Non-respect des consignes d'accès au site (passage par l'accueil)	par manquement constaté	50 €
Erreur de collecte de conteneur	par manquement constaté	100 €
Passage sans demande préalable effectuée par la personne habilitée du campus de Châlons	par manquement constaté	500 €
Non-transmission des documents : bon d'enlèvement, bordereaux de traçabilité des opérations de recyclage, les bordereaux de suivi des déchets, compte rendu mensuel, rapport annuel	par manquement constaté	100 €



Non-respect des règlements sur site (sécurité, confidentialité, savoir-être etc.)	par manquement constaté pour tout comportement inapproprié	80 €
Non-propreté des zones d'intervention (emplacement bennes)	par manquement constaté	80 €

### 13.3 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## 14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 15 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas présentés à l'article 15.1 et suivants :

## **15.1 - Clauses de suspension des délais et pénalités**

En cas de difficultés d'exécution des prestations rendant impossible le respect des délais d'exécution contractuels pour des raisons extérieures au titulaire, en application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, l'acheteur pourra décider de prolonger le délai d'exécution et donc de modérer ou d'annuler les pénalités de retard associées, dans les conditions définies ci-après.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'acheteur.

Dans un délai de quinze jours au maximum suivant la survenance de l'événement visé au premier alinéa, le titulaire signale à l'acheteur, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, les causes faisant obstacle à l'exécution du délai contractuel. A cette occasion, il indique également la durée de la prolongation sollicitée.

A la suite de la réception de cette demande, l'acheteur notifie sa décision dans les meilleurs délais. S'il entend faire droit à tout ou partie de la demande, la prolongation accordée sera notifiée au titulaire. Le ou les délai(s) ainsi prolongé(s) a (ont) les mêmes effets que le(s) délai(s) contractuel(s). Cette décision n'ouvre pas à droit à indemnité pour le titulaire. A défaut, en cas de refus de faire droit à cette demande, la décision de l'acheteur s'impose au titulaire qui devra se conformer au(x) délai(s) contractuel(s) sans pouvoir prétendre à une modération ou une annulation des pénalités applicables.

Il est précisé que le titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de l'existence de la présente clause de réexamen pour formuler une quelconque réclamation financière ou refuser l'exécution des prestations.

## **15.2 - Clauses de modification du périmètre des prestations**

L'ENSAM se réserve le droit de modifier le présent contrat via des clauses de réexamen au motif d'un ajustement des prestations à la hausse comme à la baisse. Ces modifications interviendront quel que soit leur montant.

Les parties pourront convenir de réexaminer la nature et/ou l'étendue des prestations, ainsi que le délai ou les dates potentielles d'exécution, en cas de survenance, en cours d'exécution du marché, d'événements relevant d'aléas ou de difficultés matérielles, météorologiques, ou temporelles et/ou, lorsque ces ajustements sont nécessaires au parfait achèvement des prestations.

## **15.3 - Clauses de variation des prix**

La formule de variation prévue à l'article 5.2 et suivants dudit cahier et ses paramètres sont modifiés dans les cas suivants :

- si leur application est rendue impossible par suite de la disparition d'un ou plusieurs indices pris en compte ou de modifications apportées à leur mode de calcul ;
- si les taxes récupérables (en particulier TVA sur le gazole) sont modifiées en cours de marché alors que l'indice correspondant est un indice TTC, la valeur de l'indice de référence sera réajustée afin de neutraliser cette modification
- si le titulaire est confronté à des circonstances imprévues et que la formule initiale ne permet pas à ce dernier d'exécuter les prestations dans des conditions normales. Le cas échéant, une formule de révision adéquate peut être proposée par les deux parties pour y remédier.

Comme autre solution, le titulaire peut également communiquer à l'ENSAM par tous moyens, le pourcentage d'augmentation qu'il souhaiterait appliquer, et ce, au moins deux mois avant la date prévue pour l'application de ce pourcentage.

L'ENSAM disposera à réception, d'un délai d'un mois pour se prononcer sur son acceptation ou son refus de tout ou partie de la proposition.

Dans l'hypothèse où aucun accord sur les solutions proposées n'aboutirait, l'ENSAM dispose de la faculté de prononcer la résiliation de plein droit autre que pour faute du titulaire, et ce sans indemnité.

## **15.4 - Modifications relatives aux titulaires**

### **15.4.1 - Changement de dénomination sociale du titulaire**

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le service juridique de l'ENSAM par écrit à l'adresse suivante : marches@ensam.eu

Il doit également communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement et toutes pièces administratives sur sa situation juridique dans les plus brefs délais.

### **15.4.2 - Changement de contractant en cours d'exécution du présent marché**

Le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur à l'adresse mentionnée en tête du présent document de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession du marché dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession du marché par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

### **15.4.3 - Modification du groupement en cours d'exécution du présent marché**

Lorsqu'un co-traitant est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée pourra être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

Lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée pourra être prise en charge par un autre membre du groupement sous réserve que celui-ci en ait les capacités. Si aucun autre membre du groupement n'est en mesure de réaliser cette mission, un nouveau membre du groupement peut être proposé au pouvoir adjudicateur conformément aux dispositions de l'article R.2194-6, 1°.

Si le groupement n'est pas en mesure de pallier la défaillance, les prestations concernées seront exécutées par un tiers au frais et risques du titulaire, dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG-FCS.

## **16 - Résiliation du contrat**

### **16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre**

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### **16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **17 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **18 - Clause technique - Définition du besoin**

L'entreprise titulaire est réputée avoir visité les lieux avant la remise de son offre. L'attestation dressée lors de cette visite vaut prise de connaissance de l'état des lieux.

Le titulaire est donc réputé avoir pris connaissance de la configuration du site et de toutes les conditions ayant une influence sur l'exécution et les délais. Aucune plus-value ou indemnité particulière pour méconnaissance du site, inconvénients, sujétions ou difficultés de quelque nature que ce soit ne pourront être réclamées.

### **18.1 - Obligation de l'entreprise**

L'entreprise dans le cadre de ce marché a une obligation de résultats décrite dans le présent CCP.

Le Titulaire devra se conformer aux dispositions légales en matière d'hygiène et de sécurité, veillera à les faire respecter par son personnel. Le personnel opérateur s'équipera de tous les EPI adéquat pour la bonne exécution de ses interventions.

Les prestations étant réalisées dans les établissements recevant du public et des travailleurs, le titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la sécurité de ses équipes ainsi que des usagers du Campus pendant l'exécution de ces prestations.

Le titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires pour que son personnel:

- Respecte les consignes de sécurité et de sûreté mises en place au sein du Campus (règles de chargement/ Déchargement, plan de prévention)
- Observe la plus stricte confidentialité dans la réalisation des prestations, notamment vis à vis des informations auxquelles il aura accès.

Tout comportement à risque ou inapproprié du personnel du titulaire sera sanctionné par les pénalités indiquées à l'article 13 du présent CCP (vitesse excessive, absence de ponctualité, attitude inadaptée, ...).

### **18.2 - Sites et interlocuteurs**

Les possibilités d'accès sur le site, hors intervention d'urgence, sont les jours et heures ouvrés de l'établissement précisés sur les FICHES CAMPUS, jointes en annexe.

Les intervenants se présentent au service technique du site concerné.

L'entreprise titulaire s'accorde avec l'établissement sur:

- les dates et heures d'intervention et les possibilités d'accès pendant les jours et heures ouvrés du titulaire et de l'établissement,
- les conditions à mettre en œuvre pour réaliser en milieu occupé les interventions, en intégrant la mise en place de protection et de signalétique permettant de ne pas perturber le fonctionnement.

Les accès au site en dehors de ces dates et horaires doivent faire l'objet d'un accord préalable du chef d'établissement.

Les périodes de congés annuels du titulaire ne donnent droit à aucune diminution ou restriction des fréquences, prestations, et temps à passer prévu au marché.

*Nota : Cas spécifique des Zones à Régime Restrictif (sûreté de fonctionnement)*

*Une déclaration préalable doit être effectuée auprès du responsable de site. Le formalisme de cette demande est porté par le fonctionnaire de sécurité défense.*

Un protocole de chargement / déchargement sera établi pour chacun des sites concernés en amont de la première intervention et sera renouvelé annuellement, sur la base d'un document standardisé de l'ENSAM.

#### Interlocuteurs ENSAM

Les coordonnées des interlocuteurs du site châlonnais sont précisées sur les FICHES CAMPUS, jointes en annexe.

#### Personnel d'exécution de l'entreprise titulaire

Les intervenants de la société doivent pouvoir être identifiés à l'aide de badges et/ou de tenues de travail au nom/sigle de la société, clairement identifiable.

Dès notification, le titulaire transmettra la liste du personnel désigné pour intervenir sur le site. Toute modification de cette liste doit être signalée à l'établissement.

Le titulaire indiquera en début de marché :

- Une adresse de courriel sur laquelle seront envoyées toutes les demandes d'intervention. Le titulaire s'engage sur cette adresse : l'envoi par l'ENSAM d'un courriel à cette adresse sera le point de départ de toutes les demandes d'intervention ou demande de devis,
- Un numéro de téléphone - tout appel sera obligatoirement doublé d'un courriel.

### **18.3 - Périmètre et définition de la prestation**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

**Une réunion préalable de lancement du marché sera réalisée rapidement, dans les 3 semaines suivant la notification, sur site en présence du responsable technique du site concerné.**

Pour la bonne réalisation de sa mission, le titulaire est tenu de respecter des modalités d'intervention et de délais.

Le présent marché se déroulera sur le site de Châlons-en-Champagne et comprend :

- La fourniture de bennes/conteneurs, de bacs de collecte, de caisses palette, de bidons, de fûts, nécessaires à l'exécution du marché,
- La collecte des déchets conformément à la réglementation,
- Le retraitement des déchets en fonction de leur type et dangerosité, ainsi que la fourniture d'un bordereau de suivi des déchets dûment complété,
- L'élimination des déchets conformément à la réglementation avec une prédominance pour le recyclage et la valorisation,
- La communication de toutes les informations prouvant la conformité à la législation,
- La transmission de tous les documents permettant le bon suivi de la collecte,
- Le maintien en état de propreté des bennes/conteneurs, des bacs de collecte, caisses palette etc,
- Le suivi de la valorisation des déchets.

Le titulaire doit, en outre, accomplir ces prestations avec:

- La mise en œuvre de moyens humains et matériels suffisants pour respecter l'objectif de résultats défini par le marché,
- Le souci de la qualité du service rendu aux usagers,
- Le respect des horaires d'ouverture et de fermeture des campus de l'ENSAM,
- Le respect de l'ensemble des règles environnementales sur les sites et en dehors,
- Le respect du devoir d'information en cas de modification ou d'imprévu.

#### Réunions en cours d'exécution

Le titulaire devra pouvoir se rendre au sein de l'établissement, à la demande de ce dernier, afin d'élaborer la mise en œuvre d'un protocole de gestion des déchets.

A la demande de l'établissement, le titulaire se rendra également disponible pour des réunions de suivi du marché. Il y aura à minima une réunion par semestre.

#### Protection des ouvrages existants

Lors de toute intervention, le titulaire doit prendre toutes les dispositions et précautions utiles pour assurer dans tous les cas la conservation sans dommages des ouvrages existants contigus ou situés à proximité (luminaires, portails, barrières, bordures, enrobés, ...).

En cas de dégradation causée au cours de ses interventions, le titulaire s'engage à prendre à sa charge les frais de remise en état. Il devra remettre en état les dégradations dans un délai de 3 semaines.

Il est précisé que les sites doivent être maintenus en parfait état de propreté et le titulaire doit prendre toutes dispositions utiles en ce sens.

En cas de manquements constatés, les pénalités indiquées au présent CCP - art 12 seront appliquées.

#### Plateforme Trackdéchets

Comme la réglementation l'exige [R.541- Livre 5- titre IV Déchet du code de l'Environnement], la traçabilité des déchets dangereux est obligatoire.

L'outil Trackdéchets est une plateforme numérique gratuite, développée par le Ministère de la Transition Écologique. Elle vise à dématérialiser la traçabilité des déchets dangereux pour simplifier la gestion quotidienne du bordereau de suivi de déchets (BSD) et sécuriser les filières de traitement.

L'utilisation de Trackdéchets est obligatoire pour tous les acteurs concernés par la traçabilité des déchets dangereux depuis le 1er Janvier 2022 suite au décret N°2021-32.

Le titulaire sera donc tenu d'utiliser cette plateforme.

En cas de manquements constatés, les pénalités indiquées au présent CCP - art 13 seront appliquées.

### **18.3.1 - Prestations sur bordereau de prix unitaires**

**Pour le lot 1 - Gestion des déchets industriels, le BPU comprend :**

- L'évacuation des contenants en location mensuelle ;
- La mise à disposition et l'évacuation des contenants en mise à disposition ponctuelle ;
- Le recyclage/retraitement des déchets ;
- La valorisation des déchets ;
- Des prestations diverses

Le détail de chacune des désignations mentionnées *supra* figure dans le BPU.

**Pour le lot 2 - Gestion des sables de fonderie, le BPU comprend :**

- La livraison et mise à disposition ;
- L'évacuation des contenants en location mensuelle ;
- Le recyclage/retraitement des déchets ;
- Des prestations diverses.

Le détail de chacune des désignations mentionnées *supra* figure dans le BPU.

**Pour le lot 3 - Gestion des déchets standards, le BPU comprend :**

- La pose de benne ;
- Le coût de location mensuelle ;
- L'évacuation des contenants en location mensuelle ;
- La mise à disposition et l'évacuation des contenants en mise à disposition ponctuelle ;
- Le recyclage/retraitement des déchets ;
- La valorisation des déchets ;
- Des prestations diverses.

Le détail de chacune des désignations mentionnées *supra* figure dans le BPU.

### **18.3.2 - Prestations sur prix forfaitaires**

Seul le lot 3 - Gestion des déchets standards est concerné par des prestations forfaitaires. Celles-ci sont définies par chantier (Chantier 1 et chantier 2) dont le détail est mentionné dans la DPGF.

## **18.4 - Familles de déchets produits sur le site de Châlons-en-Champagne**

La définition du terme « déchet », donnée par l'article L. 541-1-1 du code de l'environnement, est « toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire ».

Les familles de déchets sont définies par l'article L-541-8 du code de l'environnement.

Les **déchets non dangereux** sont définis ainsi: « tout déchet qui ne présente aucune des propriétés qui rendent un déchet dangereux ».

Les familles de **déchets non dangereux** objets du présent marché sont ci-dessous, cette liste n'étant pas exhaustive:

- Déchets végétaux
- Livres, papiers, etc.
- Déchets industriels banals (ex : bois, verre, carton, textile, plastiques, etc.)
- Déchets métalliques ferreux et non ferreux
- Déchets inertes (bétons, gravats etc.)

Les **déchets dangereux** sont définis ainsi: « tout déchet qui présente une ou plusieurs propriétés de dangers [...] ». ».

La collecte des **déchets dangereux** comprend, cette liste n'étant pas exhaustive:

- DEEE : Déchets d'équipements électroniques électriques,
- Les batteries, les piles,
- Les produits chimiques de laboratoires,
- Les déchets souillés,
- Les huiles solubles et entières,
- Les déchets composites,
- Le mercure etc.

### **Prestations exclues :**

Le campus a des accords spécifiques avec les communautés de communes et il est donc prévu que ces accords prévalent sur le présent marché.

Ainsi, les ordures ménagères, les biodéchets sont exclus du présent marché.

De même, les déchets de types alimentaires (ex: graisse) sont exclus du présent marché.

Les déchets de type verre, emballages et papier provenant de la résidence et du campus sont exclus du présent marché.

### **18.5 - Fréquence et délais d'intervention**

Pour les prestations récurrentes, le titulaire du marché interviendra à la demande de l'ENSAM.

L'ENSAM pourra faire cette demande sur présentation d'un bon de commande transmis par e-mail, ou tout autre moyen qu'il estime approprié.

Le titulaire du marché aura **48 heures ouvrées** pour venir remplacer le contenant indiquée par l'exploitant. Le titulaire du marché amènera une benne vide en remplacement de la benne à débarrasser. Cette opération ne pourra compter que pour une rotation.

Sauf indication contraire, la benne vide sera livrée sur le point collecte habituel du campus et le titulaire du marché devra exécuter cette opération selon les horaires définis par le campus.

Pour les prestations ponctuelles, les conditions sont identiques, mis à part le fait que le titulaire aura **5 jours ouvrés** pour livrer la benne, et que le titulaire pourra facturer une rotation à l'amené et à l'enlèvement de la benne.

Si un devis est nécessaire pour des prestations spécifiques, le délai de transmission de ce devis ne devra pas excéder **48 heures ouvrés** à partir de la demande formulée par mail par l'établissement.

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement numéroté, devra être remis par le titulaire, à l'ENSAM, mentionnant à minima, la date de l'enlèvement, la nature du déchet, le type de bennes, l'objet de la prestations (rotation, pose de benne...).

En cas de retards constatés, les pénalités indiquées au présent CCP - art 13 seront appliquées.

En cas de manquements constatés dans la remise des bons d'enlèvement, les pénalités indiquées au présent CCP - art 13 seront appliquées.

### **18.6 - Moyens matériels**

Le titulaire fournira et entretiendra tous les contenants récupérant les déchets qui devront être parfaitement identifiables par les agents des sites.

Ces contenants devront être propres et adaptés à leur futur contenu (pour éviter les envols ou les éparpillements lors des manutentions).

Il doit mettre en place l'ensemble des moyens nécessaires à la bonne exécution de ses prestations notamment au niveau :

- De l'outillage, des équipements de manutention,
- Des moyens d'accès,
- Des protections, balisage, et signalétique des contenants.

Le transport des déchets depuis les locaux du campus concerné vers les lieux de revalorisation/recyclage reste à la charge (techniquement et financièrement) du titulaire.

### **18.7 - Moyens humains**

Le titulaire assurera la formation et l'encadrement de son personnel pour la pratique professionnelle liée à son activité.



## 19 - Dérogations

- L'article 10 du CCP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services